

Argumentaire succinct

Halte au démantèlement des médias du service public : Non à l'initiative SSR le 8 mars 2026

La SSR produit depuis toujours des programmes radio et télévision pour l'ensemble de la Suisse, dans quatre langues et pour toutes les catégories de population. Elle contribue ainsi à la cohésion du pays et joue un rôle essentiel, sur le plan social, pour l'information du public, la formation démocratique de l'opinion, mais aussi pour la culture, le divertissement et le sport. Sur le plan économique, son importance dépasse largement sa propre taille et profite à l'ensemble du secteur des médias. Pour toutes ces raisons, démanteler la SSR causerait des dommages immenses. Or c'est précisément ce qui risque de provoquer l'initiative SSR. Il faut donc lui opposer un non clair et massif.

L'initiative SSR veut plafonner à 200 francs par année la redevance radio-télévision (« redevance Serafe ») pour les ménages et la supprimer entièrement pour les entreprises. Si elle était acceptée, le budget de la SSR passerait de 1,25 milliard actuellement à environ 630 millions de francs, soit une réduction de moitié. Cette initiative radicale vise en réalité à affaiblir le service public médiatique de la SSR au point de le faire disparaître. Elle aurait de lourdes conséquences pour l'offre journalistique et l'ancrage régional de la SSR. Or, à l'ère de la désinformation, un service public fort dans le domaine des médias est plus nécessaire que jamais. La SSR couvre toutes les régions du pays – y compris celles dont les médias privés se sont retirés depuis longtemps. Amputée de la moitié de ses ressources, elle ne pourrait tout simplement plus remplir sa mission. La SSR investit en outre massivement dans la culture suisse et propose des émissions éducatives, des formats de fond ainsi que la couverture de manifestations sportives. Une grande partie de ces prestations ne serait pas finançables sur le marché et disparaîtrait. Et cela pour quoi ? Pour 100 francs par an, un montant que les ménages suisses devraient aussitôt déboursier plusieurs fois ailleurs pour obtenir un service équivalent.

1. Seul un « non » protège la Suisse contre la désinformation et les *fake news*

À l'heure de la désinformation et de la diffusion ciblée de *fake news*, des médias fiables et indépendants sont indispensables. Une information crédible est essentielle à la formation de l'opinion – et plus encore dans une démocratie directe comme la nôtre, où se déroulent quatre votations nationales et de nombreux scrutins cantonaux et communaux chaque année. Dans un paysage médiatique devenu à la fois fragmenté et fragilisé, la Suisse a plus que jamais besoin d'une SSR indépendante et efficace. Celle-ci garantit des faits vérifiés et s'appuie sur un réseau de correspondant-e-s qui contrôlent l'information directement sur le terrain. Elle constitue ainsi l'un des premiers remparts contre la désinformation. Si nous affaiblissons la SSR, son rôle ne sera pas simplement repris par des acteurs privés : il risque de disparaître purement et simplement. Nous courrions alors le risque de voir se profiler une situation comparable à celle

observée aux États-Unis, où quelques grandes fortunes possèdent et contrôlent à la fois les principaux journaux et toutes les plateformes en ligne déterminantes pour l'information du public. Un tel transfert de pouvoir entre les mains d'une petite élite fortunée serait extrêmement dangereux pour notre démocratie.

2. Seul un « non » garantit la diversité médiatique et la présence régionale

Grâce à la SSR, chaque région du pays dispose de sa propre radio et de sa propre télévision. SRF, RTS, RSI, RTR et Swissinfo couvrent aussi les zones dont les médias privés se sont quasiment tous retirés. La SSR garantit ainsi qu'en Suisse, pays à la fois exigu et quadrilingue, toutes les régions linguistiques et périphériques, ainsi que tous les groupes de population, puissent accéder à des contenus de qualité, indépendants de tout intérêt financier ou politique. Avec la moitié des ressources, cet accès serait perdu : un programme complet en quatre langues deviendrait tout simplement impossible. Dans un contexte où les médias privés traversent déjà de grandes difficultés et sabrent dans leurs effectifs, affaiblir le service public médiatique serait plus irresponsable que jamais. Cela n'enrayerait pas la spirale négative du secteur, mais au contraire l'accélérerait. Car la SSR coopère avec de nombreux partenaires afin de renforcer la place médiatique suisse et collabore étroitement avec des médias privés.

3. Seul un « non » empêche un démantèlement qui dépasserait largement le cadre de la SSR

La SSR soutient la création cinématographique suisse, directement comme indirectement, ainsi que les scènes musicales, littéraires et théâtrales du pays. Elle investit dans la culture nationale et propose des émissions éducatives, des formats d'analyse et des retransmissions sportives. L'industrie audiovisuelle, comme de nombreux autres secteurs, bénéficie elle aussi des mandats qu'elle attribue. L'initiative SSR ne mettrait pas seulement en danger quelque 2500 emplois à plein temps au sein même de l'entreprise : au total, près de 6300 postes seraient biffés, principalement chez les fournisseurs dans toute la Suisse. Il convient de rappeler que même en cas de rejet de l'initiative, la SSR devra procéder à des économies drastiques. La baisse de la redevance radio-télévision à 300 francs, décidée par le Conseil fédéral, comprime son budget d'environ 17 % et l'oblige à supprimer près de 1000 postes. Particulièrement douloureuse pour le personnel, la réorganisation est déjà bien avancée. Dans les médias privés également, les suppressions d'emplois se poursuivent depuis des années : les salarié-e-s du secteur doivent presque chaque semaine affronter de nouveaux plans de restructuration, avec des coupes dans les rédactions et les studios. Un non clair à l'initiative SSR enverrait ainsi un signal essentiel, non seulement pour la SSR, mais pour l'ensemble du secteur des médias.

